

INFOS COLLECTES

7 juillet 2014

Un transfert qui fait peur...

En effet, nous avons atteint une nouvelle limite dans le discours patronal, une conduite de projet où les collègues de Rungis, déjà bien serrés, doivent accueillir les collègues d'Ivry dans des locaux à l'identique. Pourquoi réaliser aujourd'hui ce qui pourrait être fait demain dans de meilleures conditions ?

Une logique incohérente et irréaliste !

Quel est l'objectif recherché ? Dans la mesure où l'on nous a présenté ce transfert lié au déplacement des facteurs de Vitry sur Ivry, pour la CFDT, l'annonce du report de l'emménagement des facteurs de Vitry à l'horizon 2015 doit permettre de décaler ce projet dans le temps !

Si le but est d'alimenter le futur maillage industriel du département via la PIC de Wissous, derrière ce projet, ce qui semble motiver nos têtes pensantes postales est de réduire les dépenses immobilières en ziguant les uns pour grossir les autres ! Maintenir le calendrier pour intégrer Rungis n'a pas d'autre intérêt ! Réaliser cette opération au détriment du personnel relève du mépris ! Des garanties sérieuses doivent être apportées au personnel pour un accueil correct, c'est le minimum !

Et les postiers dans tout ça ?

On ne leur a pas vraiment demandé leurs avis, hormis de formuler des vœux, vœux trop souvent restreints au choix de suivre l'activité, sinon c'est : circulez, y'a rien à voir !

Dans cette tambouille à la sauce « je fais, je défais », il y a des hommes et des femmes qui n'en sont pas à leur première mobilité subie, ce qui renforce leur inquiétude et leur désarroi ! Le respect de la dignité doit être le socle des prises de décisions, stratégiques ou non. Dans cet esprit, il paraît inconcevable de maintenir coûte que coûte un projet qui n'est plus d'une urgence absolue !

Les Travaux, c'est pour après !

Viendez, viendez collègues ! Posez vos valises, il y a un peu de place, en se serrant un peu, comme ça vous vous tiendrez chaud ! Non sans plaisanter, il est temps de se poser et se dire les choses. Une arrivée des collègues d'Ivry le 29/09/2014 alors que les travaux ne seront réalisés qu'en octobre, c'est balaise ! « Mais ce n'est pas grave, nous serons en conformité avec les vestiaires et les sanitaires », nous dit-on. Heureux de savoir que nos collègues auront toute la place nécessaire pour aller au « pipi-room », mais, sauf problème de santé, ça ne devrait pas durer toute une vacation ! Par contre, les conditions de travail, c'est tout le temps tous les jours !

Les conséquences ne sont pas minimales

Il est vrai que les impacts d'un transfert de ce type ne sont pas mineurs : au-delà de la volonté de maintenir un projet sans que les travaux dans leur intégralité ne soient effectués, posant la question du respect des agents, ce qui est plus inquiétant c'est la gestion de ce transfert. Le personnel le plus fragile ne suivrait pas intégralement l'activité et les choix de reclassement risquent d'être plus complexes ! Nous ne laisserons pas ces collègues sans perspectives, et demandons que cette approche soit prise avec la plus grande attention par la Poste afin de garantir un équilibre social, humain et financier au même titre que les autres camarades.

La CFDT estime que ce projet n'est pas bouclé, et que de l'imposer en l'état serait porteur de conséquences lourdes pour les conditions de travail des agents d'Ivry comme de Rungis ! En plus, les craintes d'un départ avancé du trafic de la Pic de Créteil vers Wissous sont réelles. Et ça, il en est hors de question car cela serait un manque de respect caractérisé pour les différents personnels qu'ils soient de ces concentrations comme de la PIC de Créteil où on nous a présenté la bascule des premiers flux à l'horizon juin 2015 !

Pour la CFDT, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation au risque d'entraîner de nombreux postiers dans une impasse sociale et financière. Nous n'acceptons pas que le personnel soit sacrifié sur l'autel de décisions psychorigides, guidées par une recherche d'économies sur les « frais structurels » ! Ce serait céder à une vision de court-terme, qui coûterait très chère en matière de confiance dans le dialogue social !

S'engager pour chacun, agir pour tous